

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :  
083-248300543-20240318-lmc1318140-DE-1-1  
Date de validation par la préfecture : mardi 19 mars 2024  
Date d'affichage : 20/03/2024

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 18 MARS 2024**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16</b>  <b>QUORUM : 9</b>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	3
<b>OBJET DE LA DECISION</b>		
<b>N° 24/182</b>  <b>ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT DE 400 000 € ANNUELS A L'ASSOCIATION "MAISON DE L'EMPLOI PROVENCE MEDITERRANEE" POUR LES ANNEES 2024 A 2026 - AUTORISATION DE SIGNATURE</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS.

**ABSENTS :**

Mme Geneviève LEVY, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 24/182**

**BUREAU DU 18 MARS 2024**

**O B J E T : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT  
DE 400 000 € ANNUELS A L'ASSOCIATION "MAISON  
DE L'EMPLOI PROVENCE MEDITERRANEE" POUR  
LES ANNEES 2024 A 2026 - AUTORISATION DE  
SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** le protocole du Plan Local pour l'Insertion et L'Emploi (PLIE) 2016-2020 signé le 02/12/2015,

**VU** le protocole d'Accord du PLIE Provence Méditerranée pour la période 2021-2025,

**VU** l'avis favorable de la Commission Politique de la Ville et Habitat en date du 07 février 2024,

**VU** le projet de convention d'objectifs ci-annexé,

**CONSIDERANT** qu'il appartient à la Métropole Toulon Provence Méditerranée, dans le cadre de ses compétences développement économique et politique de la ville, de créer les conditions favorables au développement de l'emploi,

**CONSIDERANT** que dans ce cadre, Toulon Provence Méditerranée a porté le projet de création d'une Maison de l'emploi en 2007, ayant pour mission de fédérer les acteurs de l'emploi autour d'un projet de territoire, au travers d'actions en faveur de l'emploi, de la formation, de l'insertion et du développement économique,

**CONSIDERANT** qu'il convient de soutenir l'Association Maison de l'Emploi Provence Méditerranée pour la réalisation de ses missions, ainsi que de son plan d'actions intégrant le PLIE Provence Méditerranée,

**CONSIDERANT** que cette présente décision est accompagnée d'une convention pluriannuelle de trois ans qui précise le montant annuel attribué,

**CONSIDERANT** que la Métropole Toulon Provence Méditerranée a convenu d'octroyer 400 000 euros annuellement dans le cadre de la convention pré citée,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ADOPTER** l'exposé qui précède.

### **ARTICLE 2**

**D'ATTRIBUER** à la Maison de l'Emploi Provence Méditerranée, une subvention d'un montant de 400 000 euros (quatre cent mille euros) annuellement sur 3 ans pour la réalisation de ses projets.

### **ARTICLE 3**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer la convention annexée avec la Maison de l'Emploi Toulon Provence Méditerranée.

### **ARTICLE 4**

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits à l'opération 5213 article 65748 du Budget Principal 2024.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 18 mars 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

POUR 12  
CONTRE 0  
ABSTENTION 0

Elu ne prenant pas part au vote :  
**Monsieur Jean-Louis MASSON.**



**CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS  
ANNEES 2024-2026  
ENTRE LA METROPOLE « TOULON PROVENCE  
MEDITERRANEE » ET  
LA MAISON DE L'EMPLOI (MDE)**

Prise en application de l'article 10 de la Loi 2000-321 du 12 avril 2000 et du Décret N° 2001-495 du 6 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques.

**ENTRE :**

**La Métropole** « Toulon Provence Méditerranée », ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, **Monsieur Jean-Pierre GIRAN** agissant en vertu de la **décision n°24/** du Bureau Métropolitain du xx xx 2024,

ci-après désignée *la Métropole*,

d'une part,

**ET :**

**L'Association Maison de l'Emploi Provence Méditerranée**, ayant son siège au 1041, Avenue de Draguignan – La Bastide Verte – 83130 LA GARDE, et représentée par **Monsieur Jean-Louis MASSON**, agissant en qualité de Président,

ci-après désignée *l'Association Maison de l'Emploi PM*,

d'autre part,

**PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Dans le cadre de sa compétence Politique de la Ville, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a porté le projet de la Maison de l'Emploi TPM et est aujourd'hui partenaire et membre de droit de l'association créée le 11 mai 2007.

Compte tenu de l'objet de l'Association Maison de l'Emploi Provence Méditerranée, des objectifs qui lui sont assignés par son assemblée générale, de son expertise, et du plan d'actions intégrant le PLIE PM, la Métropole considère son appui indispensable à la réussite de la Maison de l'Emploi.

C'est donc à ce titre qu'elle a décidé de lui apporter un soutien financier pour la réalisation de son projet.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce partenariat.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIVIT :**

**ARTICLE 1: OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir le cadre d'intervention de la Maison de l'Emploi Toulon Provence Méditerranée et les modalités de versement de la participation financière de la Métropole à la Maison de l'Emploi TPM.

**ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DES PARTIES**

**2.1 : Engagements de la Maison de l'Emploi PM**

L'Association s'engage à mettre en œuvre son objet social tel qu'il est défini dans ses statuts. De par ceux-ci, l'Association Maison de l'Emploi (MDE) Provence Méditerranée assure une mission générale d'animation et a pour objet de développer une stratégie territoriale, de participer à l'anticipation des mutations économiques, de contribuer au développement de l'emploi local ainsi que d'animer et conduire le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi.

En 2024, en 2025 et en 2026, la MDE PM entend poursuivre les actions menées en 2023 et développer de nouveaux axes de travail avec l'ensemble de ses partenaires.

*Ces axes sont déclinés dans le cadre du plan d'actions PLIE élargi porté par la Maison de l'Emploi.*

**AXE I – DEVELOPPER LES PROJETS DE COORDINATION ET D'ANIMATION EN FAVEUR DE L'INSERTION : DISPOSITIF D'ANIMATION ET DE GESTION**

- Créer les conditions de l'animation territoriale du PLAN.
- Augmenter le nombre d'accords territoriaux, notamment avec le monde économique, mais aussi l'ensemble des partenaires du PLIE PM.
- Améliorer la lisibilité de l'offre d'insertion du PLIE PM sur le territoire.
- Développer des actions en faveur des publics accompagnés (Ingénierie de projet).

*A ce titre, en termes d'évaluation, il sera attendu dans le bilan annuel, des éléments qui justifieront ces objectifs d'animation et de gestion du PLIE (en lien avec le diagnostic territorial partagé, avec l'observatoire des parcours PLIE...).*

**AXE II – ACCOMPAGNEMENT A L'EMPLOI DES PARTICIPANTS DU PLIE PM**

- Accroître le nombre de parcours pour les personnes très éloignées de l'emploi dans le cadre de l'accompagnement proposé par le PLIE PM.
- Lever les freins dans les parcours d'accès ou de retour à l'emploi.
- Renforcer la qualité et l'efficacité des parcours d'accompagnement, notamment par la professionnalisation de l'équipe des référents : Analyse des pratiques professionnelles et Programmation Neurolinguistique.

*Il sera attendu, dans le cadre de cette convention de partenariat, un bilan annuel complet sur l'animation et la mise en œuvre du PLIE (nombre de participants (nouveaux et en file active en 2024, en 2025 et en 2026) ; Nombre et type d'étapes emploi et sorties des participants du PLIE...) ainsi que les actions en matière d'animation du dispositif.*

(Sous réserve des montants financiers arrêtés dans la demande de subvention FSE+)

## **AXE III – MOBILISATION DES EMPLOYEURS ET ENTREPRISES DANS LES PARCOURS D'INSERTION**

### **ACTION 3.1 : Cellule Grands Travaux et Marchés Publics**

- Poursuivre le développement des clauses sociales d'insertion dans les marchés publics : objectifs de 210 000 heures d'insertion.
- Organiser un évènementiel pour la promotion des clauses sociale d'insertion,
- Organiser a minima une fois par mois, une demi-journée de rencontre dans les locaux de la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée, auprès des directions opérationnelles de la métropole dans un objectif de sensibilisation, d'accompagnement, d'assistance à maîtrise d'ouvrage (conseils, rédaction DCE), d'exécution (aide au recrutement, suivi des heures, quitus marchés classés, bilan annuel TPM) et de communication,
- Gestion de la préparation des marchés avec les directions opérationnelles de la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée, définition des besoins, validation des heures...
- Appui auprès des directions opérationnelles pour la reconduction des marchés (relance des procédures avec les directions opérationnelles, appui à la rédaction du cahier des charges avec le service CST...)

### **ACTION 3.2 : Mobilisation renforcée des employeurs**

- Faciliter l'accès des publics les plus éloignés de l'emploi à une large palette de choix professionnels et d'opportunité d'emploi : 100 animations collectives.
- Accroître le nombre d'employeurs impliqués dans l'accompagnement vers l'emploi des publics par des temps sectoriels dédiés et des rencontres professionnelles spécifiques.

### **ACTION 3.3 : Technopôle de la Mer**

Sur la base d'un partenariat avec l'URSSAF PACA, la veille économique de l'activité des entreprises situées sur le Technopôle de la Mer se poursuivra en 2024, 2025 et 2026. Elle se fera au travers de la collecte, de la compilation et de la géolocalisation de toutes les données économiques disponibles à l'échelle du Technopôle comme à celles des échelons englobants afin de déterminer l'impact économique de cet équipement qui porte de nombreux enjeux.

La MDE PM assurera le traitement, la prise en charge et la réorientation de la demande d'emploi ciblée sur le Technopôle.

## **AXE IV – SOUTENIR LA CREATION ET REPRISE D'ACTIVITE**

- Pérenniser les entreprises nouvelles créées
- Développer le Guide la Création d'entreprise
- Faciliter l'interface entre les acteurs de la création et les porteurs de projets

L'Association MDE PM a constitué un réseau de chefs d'entreprise sous la forme de parrainage. Cette action permet aux jeunes créateurs de :

- Bénéficier de conseils,
- Se poser les bonnes questions à chaque étape de développement
- Dynamiser et avoir un regard extérieur sur son projet
- Bénéficier du réseau de son parrain ou marraine
- Anticiper sur les difficultés

- Se professionnaliser et se donner toutes les chances de réussite

## 2.2 : Engagements de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la décision du Bureau Métropolitain n°24 / en date du xx xx 2024, la Métropole s'engage à soutenir financièrement au cours de l'exercice 2024, puis 2025 et 2026, l'Association par le versement d'une subvention de **400 000 €**.

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'association Maison de l'Emploi Provence Méditerranée dans son fonctionnement en vue de la réalisation de ses missions, présentant un intérêt métropolitain.

Pour sa part, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement, pour l'année 2024, puis 2025 et 2026, la réalisation de ces actions par le versement de la somme de 400 000 € dont :

- 175 000 € au titre de la Maison de l'Emploi PM,
- 225 000 € au titre du Plan d'action du PLIE

## **ARTICLE 3 : BUDGET DE LA MAISON DE L'EMPLOI**

Le budget global de la Maison de l'Emploi PM pour l'année 2024 s'élève à **1 328 156 €**

Les documents joints en annexe font apparaître l'ensemble des financements de l'association pour l'année en cours. L'association s'engage à fournir les documents relatifs au financement pour les années 2025 et 2026.

## **ARTICLE 4 : EVALUATION DE L'ACTION DE LA MAISON DE L'EMPLOI**

L'Association Maison de l'Emploi s'engage à procéder à la fin de l'année en cours, puis en 2025 et en 2026, à une évaluation de l'action de l'association sur des critères à la fois quantitatifs (travail fourni,...) et qualitatifs (répercussion, utilité, pertinence) et financiers en fonction des indicateurs déclinés par action dans la présente convention (non exhaustif).

L'association est informée que cette évaluation sera déterminante pour la décision de renouveler ou non le présent partenariat.

## **ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2026.



## **ARTICLE 6 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA PARTICIPATION FINANCIERE DE LA METROPOLE TPM**

Le montant total de la participation financière s'élève à la somme de **400 000 euros**.  
Cette contribution sera versée selon les modalités suivantes :

- un 1<sup>er</sup> terme d'un montant de **320 000 euros** dès que la présente convention aura acquis un caractère exécutoire,
- le solde, soit **80 000 euros** sur présentation d'un bilan intermédiaire au 30 septembre 2023 quantitatif, qualitatif et financier des actions réalisées

Le montant est imputé sur le budget métropolitain de l'exercice 2024, puis 2025 et 2026.

Le comptable assignataire est le trésorier de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

La cotisation sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de l'association au terme d'un virement bancaire représentant le montant total de la cotisation.

Si le montant réel des dépenses varie à la hausse, la cotisation n'est pas réévaluée. En revanche, si ce montant varie à la baisse, le montant de la cotisation est accordé au prorata des dépenses réalisées.

## **ARTICLE 7 : LES MODIFICATIONS A LA CONVENTION**

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

## **ARTICLE 8 : LES OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION**

L'Association s'engage:

- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé, à faire approuver ses comptes par ses organes compétents et à tenir l'enregistrement de ses engagements.
- à fournir à la Métropole Toulon Provence Méditerranée dans les six mois suivant la clôture de l'exercice :
  - Le compte-rendu financier des actions soutenues par TPM. Ce compte rendu atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la cotisation.
  - Le bilan, compte de résultat et leurs annexes, certifiées conformes soit par le commissaire aux comptes de l'association soit par le président de l'association.
- à faciliter le contrôle par les services de la Métropole, de la réalisation du projet précité et l'accès aux documents administratifs et comptables.
- à respecter le calendrier et les supports d'information établis par les services de la Métropole au titre de la préparation budgétaire.
- à faire apparaître sur tous ses documents informatifs ou promotionnels le soutien apporté par la Métropole en prenant contact avec la Direction de la Communication.

En outre, puisqu'elle reçoit annuellement d'une autorité publique une cotisation égale ou supérieure à 150 000 €, l'association est tenue de nommer un commissaire aux comptes et un suppléant. La tenue de sa comptabilité sera confiée à un expert-comptable agréé et inscrit au

tableau de la compagnie des experts comptables. Une copie du rapport du Commissaire aux comptes sera transmise à la Métropole.

L'association déposera à la Préfecture de son siège social ses budgets, comptes annuels, conventions passées avec les autorités publiques et les comptes rendus financiers des cotisations reçues pour y être consultés.

#### **Le respect des présentes prescriptions est impératif.**

A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la cotisation, voire demander le remboursement des sommes déjà versées.

La décision d'attribution de la cotisation devant également prendre en compte l'examen du compte d'exploitation et du bilan de l'année précédente, l'association s'engage à formuler ses éventuelles demandes de cotisation ultérieures le plus tôt possible, accompagnées d'un budget prévisionnel détaillé et du programme des activités prévues pour l'année en cours.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étapes réguliers avec l'association afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. Dans cet esprit, l'association s'engage à mettre à disposition de la Métropole tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

#### **ARTICLE 9 : LA RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

La présente convention pourra également être résiliée d'un commun accord entre les deux parties sans condition de délai ni de préavis.

#### **ARTICLE 10 : LE REVERSEMENT D'UNE PARTIE DE LA COTISATION EN CAS DE RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'Association de ses engagements, celle-ci reversera à la Métropole TPM, après résiliation prononcée dans les conditions de l'article 9, les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

Les mêmes dispositions s'appliquent dans les cas de résiliation amiable prévus à l'article 9.

#### **ARTICLE 11 : LE TRIBUNAL COMPETENT EN CAS DE LITIGE**

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

#### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection

des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

#### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

#### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence de droit commun du service cohésion sociale et territoriale.

#### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande, aux membres de la commission politique de la Ville, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution. Les durées de conservation en matière de mandatement correspondent aux obligations légales en vigueur pour les questions de comptabilité publique.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

### **ARTICLE 13 : LA LEGALITE DE LA CONVENTION ET SA NOTIFICATION**

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à l'association.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Pour la Maison de l'Emploi  
Provence Méditerranée  
Méditerranée

Pour la Métropole  
Toulon Provence

Le Président  
**Jean Louis MASSON**

Le Président  
**Jean-Pierre GIRAN**